

Irak : la défaite morale d'une armée à contre emploi

Article rédigé par *François de Lacoste Lareymondie*, le 14 mai 2004

Les Français qui se souviennent de la guerre d'Algérie sont projetés quarante-cinq ans en arrière par le scandale des " tortures en Irak ". Mon propos n'est pas ici d'asséner un jugement, trop facile, ni d'insister sur les conséquences politiques aux États-Unis, trop prévisibles : non seulement il n'y avait pas d'armes de destruction massive et George Bush a menti sur ce sujet, crime déjà difficilement pardonnable pour l'opinion américaine ; mais la justification morale de l'intervention qu'il a brandie est en train de s'effondrer.

Son adversaire démocrate, John Kerry, dont la discrétion fut admirable et le silence assourdissant jusqu'à ces derniers jours, peut se préparer à tirer profit d'un retournement maintenant probable de l'opinion.

Me situant en amont, et considérant que le précédent de Guantanamo comme le rapport du CICR (au vu de ce qui en a été publié) empêchent de classer ces faits parmi les accidents malheureux, je voudrais tenter d'explicitier et de comprendre les mécanismes par lesquels l'armée et les dirigeants américains en sont arrivés là ; non pour excuser quoi que ce soit, mais pour situer les enjeux de la situation qui en train de se créer. C'est pourquoi il me semble nécessaire d'approfondir l'analyse sur deux plans : le premier porte sur le rapport à la violence ; le second sur le contexte irakien.

1/ Un rapport à la violence non maîtrisé...

Partons d'une évidence qui a d'ailleurs largement sous-tendu les démarches vaticanes bien avant le déclenchement du conflit irakien, dès l'intervention en Afghanistan : toute guerre est inhumaine et conduit à des abominations dont nous n'avons plus idée après soixante ans de paix en Europe. Il n'y a jamais de guerre " propre ". C'est pourquoi la théorie de la " juste guerre " enferme celle-ci dans des limites très étroites ; à vrai dire, si sa justesse de principe demeure, les conditions de sa validité sont devenues asymptotiques au fur et à mesure que les armes ont cru en capacité de destruction et les moyens de la violence, sous toutes ses formes, en puissance d'impact sur les populations. Ne soyons donc pas surpris de découvrir des images horribles en provenance de n'importe quelle zone de conflit.

Il avait fallu des siècles à l'Église pour " civiliser " les combats et les rendre moins inhumains, et encore, de façon bien imparfaite. Consciente du phénomène mimétique qui se déploie dans l'exercice de la violence, elle a tenté de la brider à sa source en l'enfermant dans des codes dits " d'honneur " pour en éviter la spirale. On en trouve pour partie les résultats dans les conventions de Genève, négociées et conclues précisément à une époque, le XXe siècle, où les barrières morales et politiques qui avaient été érigées depuis le Moyen Âge ont volé en éclat sous l'effet de conflits devenus totaux. C'est pourquoi ces conventions sont aussi largement violées dans tous les conflits modernes : elles n'ont pas résisté au changement d'environnement.

Car la guerre a progressivement changé de nature à partir de la fin du XVIIIe siècle, avec des va-et-vient certes, sous l'effet notamment de la logique révolutionnaire. Pour schématiser, de simple rapport de puissance et de souveraineté, elle est devenue idéologique et totale en ce sens qu'elle vise désormais à convertir l'adversaire, ou à l'anéantir, au moins autant qu'à dominer un espace ou à se procurer des ressources ou des débouchés. À l'aspect totalitaire de cet objectif correspond inévitablement celui des moyens ; lesquels débouchent naturellement sur la guerre subversive qui ne distingue plus combattants et civils, armes licites et armes interdites, champ de bataille et terrain neutre, moyens politiques et force des armes...

Or face à un adversaire qui mène une guerre subversive, une armée régulière est mal à l'aise car elle n'applique pas les mêmes règles.

L'armée américaine confrontée à une situation différente de celle qu'elle a connue au Vietnam dans la

mesure où, depuis les attentats du 11 septembre, les États-Unis s'estiment directement agressés, comme nous pouvions nous le sentir en Algérie, avec le même type d'adversaire (mi-civil/mi-soldat), les mêmes formes de combat (prises d'otages, attentats aveugles, insécurité générale et permanente), les mêmes enjeux (protéger des populations civiles, maintenir l'ordre, trouver un débouché politique), les mêmes tentations (faire parler les prisonniers prévenir les attentats, terroriser l'adversaire pour le dissuader d'agir), qui débouchent sur le même engrenage infernal. Elle en subit donc les mêmes conséquences, notamment médiatiques et politiques, dès lors que l'opinion publique s'en empare. Et comment celle-ci ne pourrait-elle pas s'en emparer lorsque les médias sont omniprésents et surtout lorsque l'Internet et les images numériques défient avec succès toute forme possible de censure ou d'occultation, se retournant contre ceux qui ont engagé la guerre sous les auspices de la vertu et du droit ?

À cet égard, les Russes ont été plus " prudents " en Tchétchénie où ils se battent en principe pour l'unité du pays, donc chez eux (vrai ou faux, c'est un autre sujet), ce qui les protège davantage d'un éventuel retournement de leur opinion publique, et d'où ils s'efforcent de bannir tout œil extérieur pour ne pas être dérangés.

2/ ... et aggravé par le pourrissement de la situation locale.

Il faut également tenir compte de la façon dont les choses se passent concrètement sur le terrain où il me semble que l'armée américaine souffre de quatre handicaps.

D'emblée, dans les semaines qui ont suivi leur victoire militaire, les autorités américaines ont probablement commis une grave erreur tactique : en licenciant toute l'armée irakienne parce qu'inféodée à l'ancien régime, en écartant les forces de police trop liées au parti Baas, en désarticulant l'administration pour des raisons moins avouables (cf. l'affaire de l'exploitation pétrolière et la dévolution des contrats de reconstruction), ils se sont privés des instruments indispensables à l'administration du territoire et des populations sans avoir - carence extraordinaire de la part d'une administration aussi planificatrice ! - prévu et mis en place les instruments de remplacement : en conséquence de quoi leurs forces armées se trouvent en première ligne dans un nouveau type de conflit, relevant davantage du maintien de l'ordre et du contre-terrorisme, auquel elles ne sont manifestement pas préparées.

Ensuite, les troupes apparaissent peu aguerries, trop " cocoonées " dans leur american way of life " importée jusque sur le champ de bataille, et mal préparées psychologiquement à supporter l'insécurité et la tension permanente qu'entraîne l'action au sein d'une population hostile. Elles croyaient naïvement être accueillies en libérateur comme en 1944 et repartir au bout de quelques semaines ou quelques mois ; elles découvrent qu'on les tient pour des ennemis, qui plus est voués à l'enfer, qu'il leur faut s'engager toujours davantage sur place, et que l'échéance du retour est constamment repoussée à une date indéterminée ! La conviction inébranlable du bon droit se conjuguant avec une adversité devenue trop grande et échappant au contrôle des dirigeants, la tentation de la vengeance est devenu irrésistible, accompagnée par la perte des repères moraux qui s'ensuit. Tentation à laquelle le soldat de base d'une armée de métier succombe d'autant plus facilement qu'il n'est en général pas issu des milieux les plus éduqués, les mieux formés, et les plus solides : on sait qu'on a plutôt affaire à des jeunes, parfois même de très jeunes, issus de milieux souvent défavorisés, de niveau scolaire souvent médiocre, et dont l'insertion sociale est souvent incertaine...

En outre, ces troupes semblent mal ou insuffisamment encadrées et les individus parfois livrés à eux-mêmes sans que rien ni personne ne les retienne quand ils se " lâchent ". Or la guerre contre-révolutionnaire est particulièrement exigeante en termes de présence sur le terrain, de vie en osmose avec les populations, de respect des non-combattants, et de retenue dans les réactions. Et par conséquent en termes d'encadrement : elle impose aux officiers, et pas seulement subalternes, une présence de tous les instants, une vigilance extrême et une très grande force de caractère ; mais aussi une discipline féroce.

Enfin, la conduite de la guerre ne se réduit jamais à une démarche fonctionnelle : il ne suffit pas de planifier le travail à grande échelle et de déployer une logistique démesurée, ni de définir des tâches et de les

documenter dans le moindre détail, pour que cela marche. Sur ce plan certes, les armées américaines ont montré une très grande efficacité ; mais on en voit les limites lorsque le succès ou l'échec se joue quotidiennement dans le concret d'un face-à-face individuel et quotidien, dans un engagement qui n'est plus de matériels ou de techniques mais d'hommes. À cet égard, la présence considérable d'entreprises civiles, qui exercent des activités non seulement logistiques mais aussi opérationnelles (certaines facturent des interrogatoires de prisonniers !), de façon complètement imbriquée aux armées mais en vertu de contrats passés avec l'administration leur permettant de s'abstraire de la discipline et des règles militaires habituelles, et qui fonctionnent selon une logique commandée davantage par des considérations économiques, ajoute au désordre et aux risques de dérapage ; non seulement leurs employés ne répondent pas aux mêmes autorités, mais en outre ils vont échapper à la cour martiale ! Pervers avatar d'une certaine forme de privatisation.

Ce n'est pas pour autant qu'il faille hurler avec les loups et conférer a posteriori une justification morale à une posture politique. Bien sûr les coupables d'agissements inhumains et dégradants seront sanctionnés, et leurs supérieurs aussi. Bien sûr, les chaînes de commandement et de contrôle ainsi que les méthodes d'entraînement et d'opération seront révisées. Mais il est au moins aussi urgent de reconsidérer le rapport que les pays occidentaux entretiennent avec le reste du monde, et notamment la doctrine d'ingérence qui préside aujourd'hui à leurs interventions, afin qu'à tout le moins, si elle devait être confirmée, les instruments utilisés, notamment militaires, la servent effectivement au lieu de se retourner contre leurs auteurs.

Il est vraisemblable enfin que le gouvernement américain va être contraint de se désengager militairement d'Irak plus vite qu'il ne le faudrait, sauf peut-être des zones pétrolifères, à seule fin d'éviter le piège de l'enlèvement et du désarroi ; quitte à abandonner le pays au chaos. Les dégâts politiques seront considérables, et pas seulement dans le monde arabe : après l'attentat de Madrid, les mouvements islamistes radicaux sont en train de marquer un second point, capital. À notre corps défendant et sans que nous n'y puissions rien à vues humaines, le conflit de civilisation tant redouté est en marche.

>

>